

Convention collective nationale
RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES
(Accord du 14 mars 1947)
(15 juin 1983)

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

ACCORD DU 23 DÉCEMBRE 2013
RELATIF À LA RETRAITE COMPLÉMENTAIRE
DANS LES ENTREPRISES AGRICOLES
(MARTINIQUE)

NOR : ASET1450256M

Vu la loi du 29 décembre 1972 généralisant la retraite complémentaire ;

Vu l'avenant du 29 octobre 2013 au protocole d'accord du 3 octobre 2013 relatif à la mise en place de la retraite complémentaire dans les entreprises agricoles de la Martinique,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

L'objet du présent accord est de :

- rendre obligatoire l'application des dispositions de la convention collective nationale du 14 mars 1947 dans les entreprises agricoles de Martinique ;
- fixer les modalités de mise en œuvre progressive de cette obligation.

Article 2

Champ d'application

Les dispositions du présent accord sont applicables, dès le 1^{er} janvier 2014, à toutes les entreprises du secteur agricole du département de la Martinique et à l'ensemble de leurs salariés présents à cette date et futurs, appartenant aux catégories de bénéficiaires du régime de retraite des cadres.

Elles ne sont pas applicables aux entreprises qui auraient déjà adhéré à une institution membre de l'AGIRC pour les personnels concernés.

Article 3

Adhésion des entreprises

Les entreprises dont l'activité relève du champ défini à l'article 2 adhèrent, à compter du 1^{er} janvier 2014, à AG2R Retraite AGIRC et affilient leurs salariés relevant de la convention collective nationale précitée du 14 mars 1947 auprès de cette institution.

Article 4

Application de la convention collective nationale du 14 mars 1947

Dès le 1^{er} janvier 2014, toutes les dispositions de la convention collective nationale du 14 mars 1947, de ses annexes et des délibérations prises pour son application ainsi que les décisions de l'AGIRC sont applicables aux entreprises visées par le présent accord et à leurs salariés, sous réserve, pendant une période transitoire de montée en charge, des niveaux de cotisation et d'acquisition corrélative de droits.

Article 5

Progressivité du taux de cotisation

La montée en charge du taux global des cotisations dues pour le compte des salariés relevant de l'AGIRC se fera de manière progressive sur une période de 6 ans à compter du 1^{er} janvier 2014, selon le calendrier décrit *infra*.

Pour chaque exercice de la période de montée en charge, ce taux est réputé correspondre, à due proportion, à la somme des différents taux de cotisation applicables aux intéressés en vertu de la convention collective nationale du 14 mars 1947 et de ses annexes, soit, à la date de signature du présent accord, le taux AGIRC obligatoire affecté du pourcentage d'appel sur les tranches B et C, le taux de la cotisation AGFF sur la seule tranche B et le taux de la CET jusqu'à la limite supérieure de la tranche C.

Toutefois, deux dispositifs viendront nécessairement s'ajouter, chaque année, au taux global prévu par l'avenant du 29 octobre 2013 au protocole d'accord du 3 octobre 2013, dans la mesure où ils ne peuvent se traduire par un taux applicable sur la tranche B ou sur la tranche C :

- la GMP, qui sera proratisée en fonction du taux contractuel appliqué pendant l'année en cause ;
- la CET sur la tranche A, qui sera appelée au même taux que celui calculé en tranche B.

Il en résulte les conditions de cotisations suivantes.

Tranche B

Le taux global initial, applicable dès le 1^{er} janvier 2014, fixé dans l'avenant précité à 7,10 %, correspond à :

- un taux AGIRC effectif de 6,31 %, soit un taux contractuel de 5,05 % ;
- un taux CET de 0,11 % ;
- un taux AGFF de 0,68 %.

S'y ajoutent, pour 2014 :

- l'impact de la GMP, qui impose, le cas échéant, le versement des cotisations nécessaires à l'acquisition d'un nombre minimal de points proratisé pour l'exercice 2014 à 37 ;
- la CET sur la tranche A, calculée à un taux identique à celui applicable sur la tranche B, soit 0,11 %.

La montée en charge se fera selon le calendrier suivant :

- 1^{er} janvier 2015 : 7,10 % ;
- 1^{er} janvier 2016 : 10,60 % ;
- 1^{er} janvier 2017 : 14,20 % ;
- 1^{er} janvier 2018 : 17,70 % ;
- 1^{er} janvier 2019 : sommes des taux obligatoires en vigueur sur cette tranche.

Tranche C

Les taux contractuels et effectifs de cotisations et le taux de la cotisation CET sont, pour chaque exercice de la période transitoire, fixés au même niveau que celui prévu en tranche B.

Les entreprises visées par le présent accord ont, à chacune des étapes du calendrier, la possibilité d'adopter directement, sur l'ensemble des tranches cotisables, les conditions de cotisation prévues par la convention collective nationale du 14 mars 1947.

Article 6

Acquisition des droits

Les droits acquis au titre des années comprises dans le calendrier de relèvement progressif sont définitivement calculés sur la base du taux contractuel pratiqué par l'entreprise pour chacune des années en cause.

Cette règle est applicable aux droits cotisés comme à ceux inscrits au titre du chômage, de la maladie ou de l'incapacité de travail.

La mise en place de la généralisation prévue par le présent accord n'emporte aucune validation des services passés.

Article 7

Durée

Le présent accord est conclu pour la durée d'application de la convention collective nationale du 14 mars 1947.

Article 8

Procédure d'extension et d'élargissement

Afin d'assurer la généralisation, dans le secteur agricole en Martinique, de la couverture prévue par la convention collective nationale du 14 mars 1947, le présent accord sera transmis au ministère des affaires sociales et de la santé, en vue de son extension et de son élargissement par voie d'arrêté.

Fait à Paris, le 23 décembre 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FDSEA ;
MEDEF ;
CGPME ;
UPA.

Syndicats de salariés :

CFE-CGC ;
UGICT CGT ;
FSM CGTM ;
CGTM ;
CFTC cadres ;
CFDT cadres ;
CGT-FO cadres ;
UD FO ;
UGTM.